

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par les Ministres compétents pour la santé et l'aide aux personnes, membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 septembre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Collège réuni "fixant la composition et le fonctionnement des Commissions de la santé, de l'aide aux personnes et de coordination du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune", a donné le 23 septembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 september 1991 door de Ministers bevoegd voor de Gezondheidszorg en voor de Hulp aan personen, leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van het Verenigd College "tot bepaling van de samenstelling en de werking van de Commissie voor gezondheidszorg, de Commissie voor welzijnszorg en de Coördinatiecommissie van de adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie", heeft op 23 september 1991 het volgende advies gegeven :

Intitulé.

Pour tenir compte des objets de l'arrêté en projet, l'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté du Collège réuni fixant la composition et le fonctionnement des commissions instituées par l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, et fixant la date d'entrée en vigueur de ladite ordonnance".

Préambule.

Alinéas 1er et 3.

Ces alinéas sont inutiles et doivent être omis.

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 1er).

Le projet trouve son fondement, non seulement dans l'article 20 de l'ordonnance du 17 juillet 1991, mais aussi dans l'article 21 qui dispose que le Collège réuni arrête les règles de fonctionnement du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes.

En outre, suivant les explications du délégué du Collège réuni, l'arrêté en projet est destiné également à mettre en vigueur l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant

.../...

création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, en application de l'article 23 de celle-ci.

Dès lors, la fin de l'alinéa 4, devenant l'alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"... de la Commission communautaire commune, notamment les articles 20, 21 et 23;"

Proposant.

1. Le proposant doit être rédigé comme suit :

"Sur la proposition des membres du Collège réuni, compétents pour la santé et l'aide aux personnes,"

2. Les mots "Après en avoir délibéré" doivent être omis, car un arrêté du Collège réuni a nécessairement été délibéré par lui.

Dispositif.

Article 1er.

Compte tenu de la rédaction proposée pour d'autres articles du projet, l'article 1er est inutile et doit être omis, ainsi que la section première.

.../...

La même observation vaut pour l'article 9.

*

La section 2 devient la section première.

*

Article 2 (devenant l'article 1er).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er. Les présidents et vice-présidents des sections ainsi qu'un des vice-présidents de la section des institutions et services pour personnes âgées de la Commission de l'aide aux personnes forment le bureau.

Sur la proposition des membres du Collège réuni, compétents pour la santé, ci-après dénommés, dans le présent chapitre, "les membres du collège", le Collège réuni désigne un président et un vice-président du bureau choisis parmi les membres de celui-ci".

*

La section 3 devient la section 2.

*

Article 3 (devenant l'article 2).

.../...

A l'alinéa 2, la phrase "Les candidats seront domiciliés ou occupés principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-capitale" impose une condition à l'exercice du mandat, qui n'est pas prévue par l'ordonnance du 17 juillet 1991 et que le Collège réuni ne peut prévoir sans excéder l'habilitation à lui donnée par les articles 20 et 21 de ladite ordonnance.

Cette phrase doit, dès lors, être omise.

Par ailleurs, le texte suivant est proposé :

"Art. 2. Sur la proposition des membres du collège, le Collège réuni désigne les membres effectifs et suppléants des sections.

La proposition est, en ce qui concerne les représentants visés à l'article 18, § 1er, 1° à 3°, de l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, établie sur la base de listes de candidats déposées par les organisations représentatives".

Article 4 (devenant l'article 3).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 3. La section des hôpitaux ... comme suit :
1° trois représentants des pouvoirs organisateurs;

.../...

2° trois représentants des personnels;

3° trois représentants des utilisateurs;

4° quatre personnes particulièrement qualifiées n'appartenant pas aux catégories visées aux 1° à 3°".

Articles 5, 6 et 7
(devenant les articles 4, 5 et 6).

Ces dispositions doivent être rédigées sur le modèle du texte proposé pour l'article 4, devenant l'article 3.

Article 8 (devenant l'article 7).

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 7. Sur la proposition des membres du collège, le Collège réuni désigne, (la suite comme au projet)".

Article 9.

Cet article doit être omis pour le motif indiqué à propos de l'article 1er.

*

La section 2 devient la section première.

.../...

*

Article 10 (devenant l'article 8).

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 8. Les présidents et les vice-présidents des sections forment le bureau.

Sur la proposition des membres du Collège réuni, compétents pour l'aide aux personnes, ci-après dénommés, dans le présent chapitre, "les membres du collège", le Collège réuni désigne un président et un vice-président du bureau choisis parmi les membres de celui-ci".

*

La section 3 devient la section 2.

*

Article 11 (devenant l'article 9).

Les alinéas 1er et 3 doivent être rédigés sur le modèle du texte proposé pour l'article 3 devenant l'article 2.

L'alinéa 2 de la disposition en projet serait, par ailleurs, mieux rédigé comme suit :

.../...

"Toutefois, les membres de la section des institutions et services pour personnes âgées sont désignés sur la proposition conjointe des membres du collège, compétents pour l'aide aux personnes et pour la santé".

Articles 12 à 14 (devenant les articles 10 à 12).

Ces dispositions doivent être rédigées sur le modèle du texte proposé pour l'article 4, devenant l'article 3.

Article 15 (devenant l'article 13).

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 13. Sur la proposition des membres du collège, le Collège réuni désigne un président et un vice-président du bureau choisis parmi les membres de celui-ci.

Un second vice-président est désigné, de la même manière, pour la section des institutions et services pour personnes âgées".

Article 16 (devenant l'article 14).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Art. 14. La Commission de coordination se compose des représentants des sections désignés par le Collège réuni sur des listes doubles de candidats présentées par chacune d'elles".

Article 17 (devenant l'article 15).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 15. Les présidents des bureaux exercent conjointement la présidence de la Commission de coordination".

Article 18 (devenant l'article 16).

La disposition en projet ne vise que les avis des sections, alors que les avis sont, en vertu des articles 4 et 10 de l'ordonnance précitée du 17 juillet 1991, donnés également par le bureau.

S'il y a là une omission et sous réserve, dans la négative, de revoir le texte, la rédaction suivante est proposée :

"Art. 16. Les avis des bureaux et des sections sont communiqués aux membres compétents du Collège réuni.

Les avis donnés par la section des institutions et services pour personnes âgées sont communiqués aux membres du collège, compétents pour l'aide aux personnes et pour la santé.

.../...

Si un avis n'est pas donné à l'unanimité, les opinions dissidentes sont également communiquées".

Article 19 (devenant l'article 17).

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il vaudrait mieux remplacer le mot "respectievelijke" par le mot "respectieve".

Le terme "ratifient" utilisé à l'alinéa 2 de la disposition en projet est, ainsi que le reconnaît le délégué du Collège réuni, inadéquat. De son accord, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Ils assurent la communication, avec leurs observations éventuelles, des avis aux membres compétents du Collège réuni".

Article 20 (devenant l'article 18).

Pour respecter les limites de l'habilitation donnée au Collège réuni par l'article 21 de l'ordonnance du 17 juillet 1991, mieux vaut écrire :

"Art. 18. Le règlement d'ordre intérieur est arrêté par le Collège réuni, sur la proposition de la Commission de coordination".

Article 21.

.../...

Suivant l'article 20, § 2, alinéa 2, de l'ordonnance précitée, les membres effectifs et les membres suppléants du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes, ceux des bureaux, des sections et de la Commission de coordination sont nommés pour cinq ans.

En prévoyant, dans la disposition en projet, qu'à la suite de quatre absences non justifiées, tout membre est d'office démis de son mandat et remplacé, l'arrêté en projet prévoit une modalité de cessation du mandat qui n'est pas prévue par ladite ordonnance; il énonce ainsi une règle qui a trait à l'existence même du mandat et qui, dès lors, est étrangère aux règles de fonctionnement du Conseil consultatif que peut, seulement en vertu de l'article 21 de l'ordonnance, arrêter le Collège réuni.

En conséquence, la disposition doit être omise.

Articles 22 et 23.

Ces articles deviennent les articles 19 et 20.

Article 24 (devenant l'article 21).

Le texte en projet ne précise pas la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

Suivant les explications fournies par le délégué du Collège réuni, l'intention de ce dernier est de faire

.../...

entrer en vigueur au 1er octobre 1991, à la fois l'ordonnance du 17 juillet 1991 et l'arrêté en projet.

La disposition en projet doit, dès lors, être rédigée comme suit :

"Art. 21. Entrent en vigueur le 1er octobre 1991 :

1° l'ordonnance du 17 juillet 1991 portant création d'un Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune;

2° le présent arrêté".

Article 25 (devenant l'article 22).

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Art. 22. Les membres du Collège réuni ayant la santé et l'aide aux personnes dans leurs attributions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté".

Opschrift.

Ten einde rekening te houden met de onderwerpen van het ontworpen besluit, wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Besluit van het Verenigd College tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de commissies ingesteld bij de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de genoemde ordonnantie".

Aanhef.

Eerste en derde lid.

Die leden zijn overbodig en moeten vervallen.

Vierde lid (dat het eerste lid wordt).

Niet alleen artikel 20 van de ordonnantie van 17 juli 1991, doch ook artikel 21 waarin wordt bepaald dat het Verenigd College beslist over de werkingsregels van de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg, leveren de rechtsgrond op voor het ontwerp.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van het Verenigd College is het voorts de bedoeling dat het ontworpen besluit ook de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, met toepassing van artikel 23 van die ordonnantie in werking doet treden.

Het slot van het vierde lid, dat het eerste lid wordt, moet derhalve als volgt luiden :

"... van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 20, 21 en 23;"

Voordrachtformulier.

1. Het voordrachtformulier moet als volgt luiden :

"Op de voordracht van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor de gezondheids- en de welzijnszorg,"

2. De woorden "na beraadslaging" moeten vervallen want een besluit van het Verenigd College is noodzakelijkerwijs door dit orgaan overlegd.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Gelet op de redactie die voor andere artikelen van het ontwerp wordt voorgesteld, is artikel 1 overbodig en moet het samen met de eerste afdeling vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9.

*

.../...

Afdeling 2 wordt de afdeling 1.

*

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 1. De voorzitters en de ondervoorzitters van de afdelingen vormen samen met een van de ondervoorzitters van de afdeling instellingen en diensten voor bejaarden van de Commissie voor welzijnszorg het bureau.

Op de voordracht van de leden van het Verenigd College bevoegd voor de gezondheidszorg, hierna in dit hoofdstuk te noemen "de leden van het college", wijst het Verenigd College een voorzitter en een ondervoorzitter van het bureau aan, te kiezen uit de leden van dat bureau".

*

Afdeling 3 wordt afdeling 2.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

In het tweede lid legt de zin "De kandidaten moeten op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest woonachtig zijn of er hun hoofdbedrijvigheid uitoe-

.../...

fenen." voor de uitoefening van het mandaat een voorwaarde op die niet vervat is in de ordonnantie van 17 juli 1991 en die het Verenigd College niet kan stellen zonder daarbij de bevoegdheid die het van de artikelen 20 en 21 van de genoemde ordonnantie heeft ontvangen te buiten te gaan.

Die zin moet derhalve vervallen.

Voorts wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 2. Op de voordracht van de leden van het college wijst het Verenigd College de gewone en de plaatsvervangende leden van de afdelingen aan.

De voordracht geschiedt, wat de vertegenwoordigers bedoeld in artikel 18, § 1, 1° tot 3°, van de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg betreft, op basis van de kandidatenlijsten die door de representatieve organisaties zijn ingediend.

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 3. De afdeling ziekenhuizen ... als volgt :

1° drie vertegenwoordigers van de inrichtende machten;

.../...

2° drie vertegenwoordigers van het personeel;

3° drie vertegenwoordigers van de gebruikers;

4° vier bijzonder vakbekwame mensen die niet tot de in 1° tot 3° bedoelde categorieën behoren".

De artikelen 5, 6 en 7
(die de artikelen 4, 5 en 6 worden).

De tekst voorgesteld voor artikel 4, dat artikel 3 wordt, moet model staan bij de redactie van die bepalingen.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 7. Op de voordracht van de leden van het college, wijst het Verenigd College een voorzitter en een ondervoorzitter van de afdeling aan, te kiezen uit de gewone leden van elke afdeling".

Artikel 9.

Dit artikel dient te vervallen om de reden aangehaald in verband met artikel 1.

.../...

Afdeling 2 wordt afdeling 1.

*

Artikel 10 (dat artikel 8 wordt).

De bepaling moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 8. De voorzitters en ondervoorzitters van de afdelingen vormen het bureau.

Op de voordracht van de leden van het Verenigd College bevoegd voor welzijnszorg, hierna in dit hoofdstuk te noemen "de leden van het college", wijst het Verenigd College een voorzitter en een ondervoorzitter van het bureau aan, te kiezen uit de leden van dat bureau".

*

Afdeling 3 wordt afdeling 2.

*

Artikel 11 (dat artikel 9 wordt).

Het eerste en het derde lid moeten worden geredigeerd naar het voorbeeld van de tekst die is voorgesteld voor artikel 3, dat artikel 2 wordt.

.../...

Voorts zou het beter zijn het tweede lid van de ontworpen bepaling als volgt te stellen :

"De leden van de afdeling instellingen en diensten voor bejaarden worden evenwel aangewezen op de gezamenlijke voordracht van de leden van het college die bevoegd zijn voor de welzijnszorg en de gezondheidszorg".

Artikelen 12 tot 14 (die de artikelen 10 tot 12 worden).

Die bepalingen moeten worden geredigeerd naar het voorbeeld van de tekst die is voorgesteld voor artikel 4, dat artikel 3 wordt.

Artikel 15 (dat artikel 13 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 13. Op de voordracht van de leden van het college, wijst het Verenigd College een voorzitter en een ondervoorzitter van het bureau aan, te kiezen uit de leden van dat bureau.

Een tweede ondervoorzitter wordt op dezelfde wijze aangewezen voor de afdeling instellingen en diensten voor bejaarden".

.../...

Artikel 16 (dat artikel 14 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 14. De Coördinatiecommissie bestaat uit de vertegenwoordigers van de afdelingen die door het Verenigd College worden aangewezen uit door elk van die afdelingen ingediende dubbeltallen van kandidaten".

Artikel 17 (dat artikel 15 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 15. De voorzitters van de bureaus oefenen gezamenlijk het voorzitterschap van de Coördinatiecommissie uit".

Artikel 18 (dat artikel 16 wordt).

De ontworpen bepaling handelt alleen over de adviezen van de afdelingen, terwijl krachtens de artikelen 4 en 10 van de vorengenoemde ordonnantie van 17 juli 1991, de adviezen eveneens door het bureau worden verstrekt.

Als het hier gaat om een uitlating, en behoudens herziening van de tekst indien zulks niet het geval is, wordt de volgende redactie voorgesteld :

.../...

"Art. 16. De adviezen van de bureaus en van de afdelingen worden medegedeeld aan de bevoegde leden van het Verenigd College.

De adviezen die zijn gegeven door de afdeling instellingen en diensten voor bejaarden worden medegedeeld aan de leden van het college die bevoegd zijn voor de welzijnszorg en de gezondheidszorg.

Wordt een advies niet eenstemmig gegeven, dan worden de afwijkende meningen eveneens medegedeeld".

Artikel 19 (dat artikel 17 wordt).

In het eerste lid zou het beter zijn het woord "respectievelijk" te vervangen door het woord "respectieve".

De term "bekrachtigen" waarmee in het tweede lid van de ontworpen bepaling wordt gewerkt is, zoals de gemachtigde van het Verenigd College erkent, niet deugdelijk. De gemachtigde is het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"Ze zorgen ervoor dat de adviezen, met hun eventuele opmerkingen, worden medegedeeld aan de bevoegde leden van het Verenigd College".

Artikel 20 (dat artikel 18 wordt).

.../...

Om binnen de grenzen te blijven van de machtiging die door artikel 21 van de ordonnantie van 17 juli 1991 aan het Verenigd College is verleend, schrijve men :

"Art. 18. Het huishoudelijk reglement wordt door het Verenigd College vastgesteld op de voordracht van de Coördinatiecommissie".

Artikel 21.

Volgens artikel 20, § 2, tweede lid, van de vorengenoemde ordonnantie worden de vaste en de plaatsvervangende leden van de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg, die van de bureaus, de afdelingen en de Coördinatiecommissie benoemd voor vijf jaar.

Wanneer in de ontworpen bepaling wordt gesteld dat elk lid dat viermaal zonder rechtvaardiging afwezig is geweest ambtshalve uit zijn ambt wordt ontslagen en vervangen, bepaalt het ontworpen besluit een wijze van beëindiging van het mandaat waarin door de bedoelde ordonnantie niet wordt voorzien; het ontworpen besluit formuleert zodoende een regel die betrekking heeft op het bestaan zelf van het mandaat en die derhalve niets uit te staan heeft met de regels inzake de werking van de Adviesraad, welke regels het Verenigd College alleen krachtens artikel 21 van de ordonnantie kan vaststellen.

Bijgevolg moet de bepaling vervallen.

.../...

Artikelen 22 en 23.

Die artikelen worden de artikelen 19 en 20.

Artikel 24 (dat artikel 21 wordt).

In de ontworpen tekst wordt niet gepreciseerd op welke datum het besluit in werking treedt.

Naar de gemachtigde van het Verenigd College heeft verklaard, ligt het in de bedoeling van dat college zowel de ordonnantie van 17 juli 1991 als het ontworpen besluit op 1 oktober 1991 in werking te doen treden.

De ontworpen bepaling moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

"Art. 21. Op 1 oktober 1991 treden in werking :

1° de ordonnantie van 17 juli 1991 houdende oprichting van een adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

2° dit besluit".

Artikel 25 (dat artikel 22 wordt).

Dat artikel moet als volgt worden gesteld :

.../...

"Art. 22. De leden van het Verenigd College tot wier bevoegdheid de gezondheidszorg en de welzijnszorg behoren, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.